



Située en mer méditerranée, la Corse est une île française à l'histoire politique plu- tôt agitée. Pour ses convulsions indépendantistes, « L'île de beauté » constitue un boulet pour Paris. Le 6 février 1998 à Ajaccio, le pic de violence a été atteint avec l'assassinat du préfet Claude Erignac par un commando de deux tueurs, dont Yvan Colonna, un militant de la cause indépendantiste.

Les différents chefs d'Etat français ont pris des mesures institutionnelles pour désamorcer la bombe corse. Assimilée à une région, la Corse est aujourd'hui une collectivité territoriale à statut particulier. Au nom de la politique de régionalisation, la Corse est dotée d'une Assemblée de Corse et de compétences assez étendues. En dépit de ces concessions, le séparatisme corse fait de la résistance. Jean-Guy Talamoni, le leader indépendantiste et président de l'Assemblée de l'île, souhaite toujours que la Corse devienne un pays à part entière.

Début février courant, le président français Emmanuel Macron s'est rendu en Corse pour rendre hommage au préfet Claude Erignac et dévoiler sa vision sur l'avenir de la Corse. Il a concédé une mention future de la Corse dans la Constitution, mais a refusé de céder sur les revendications nationalistes, notamment l'amnistie des « prisonniers politiques », qualifiés de « terroristes » par Paris.

Voici ce qu'écrit Rénaud Dély, éditorialiste à Marianne, au sujet de la visite de Macron en

Corse : « être républicain, ce n'est pas être obtus, aveugle ou sectaire et nier les spécificités d'un territoire et de ses habitants. C'est au contraire savoir se montrer ouvert et pragmatique (...). C'est ainsi que les républicains briseront la solidarité implicite qui conduit, trop souvent, une frange de l'opinion insulaire à témoigner d'une indulgence coupable à l'endroit des extrémistes ». Le journaliste ajoute que les nationalistes doivent rompre avec « le double langage » et les « provocations » ; avant de conclure que « la République est forte lorsqu'elle assume sa diversité. La Corse, elle, n'est grande que dans la République ».

Le cas corse devrait parler au pouvoir de Yaoundé, mais aussi aux autonomistes et indépendantistes anglophones. La situation dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest aujourd'hui, c'est un sous-préfet enlevé par des sécessionnistes, une vingtaine de soldats tués, des victimes civiles collatérales, des milliers de Camerounais réfugiés au Nigeria, l'école et les commerces sous perfusion, etc. Après des bavures et atermoiements, le gouvernement a posé des actes dans le sens de la décrispation et de l'apaisement. Il faut sans doute faire plus pour enrayer la spirale de violence et ramener la paix dans les régions anglophones.

Il faut engager un dialogue franc et sincère avec les « autonomistes » anglophones. Comme dans le cas corse, cela coupera l'herbe sous les pieds des extrémistes, qui semblent encore bénéficier d'une « indulgence coupable » dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Le dialogue permettra de pousser dans leurs derniers retranchements ceux-là qui ont pris les armes contre l'Etat et la République. Une fois que le pouvoir aura concrétisé sa bonne foi, les « autonomistes » devront, eux aussi, jouer franc jeu.

En Corse, Gilles Simeoni, le leader autonomiste et patron de l'exécutif local a su, par ses prises de position, sauvegarder, avec Paris, l'essentiel : l'unité nationale. Et repousser les velléités indépendantistes portées par Jean-Guy Talamoni. Une visite du chef de l'Etat à Buea ou Bamenda serait un bonus. u demeurant, l'hydre sécessionniste qui empoisonne les deux régions anglophones ne pourra être vaincue que par une stratégie concertée et pragmatique.